

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité administrative - Bâtiment A  
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 26/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERE DE CAMPAGNE**

92A Le Bourg  
24260 Campagne

Références : DiPa/UbD24-47/290/2025  
Code AIOT : 0005202935

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2025 dans l'établissement CARRIERE DE CAMPAGNE implanté 92A Le Bourg 24260 CAMPAGNE. L'inspection a été annoncée le 18/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a principalement porté sur l'examen :

- des suites données aux observations de la précédente visite,
- du respect des prescriptions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 07/11/2011.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERE DE CAMPAGNE

- 92A Le Bourg 24260 CAMPAGNE
- Code AIOT : 0005202935
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SARL CARRIERE DE CAMPAGNE exploite, sur la commune de Campagne, une carrière à ciel ouvert de calcaire autorisé par arrêté préfectoral du 7 novembre 2011 pour une durée de 15 ans.

L'emprise totale de l'exploitation est de 11 ha 86 a 26 ca.

La production annuelle maximale de matériaux valorisables à extraire et à traiter sur le présent site est de 200 000 tonnes par an.

Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert en fouille sèche par abattage à l'explosif et à l'aide d'engins mécaniques lourds. Le matériau calcaire extrait est ensuite traité à sec dans des installations mobiles et fixes de concassage, criblage.

#### Contexte de l'inspection :

- Plainte

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 07/11/2011, article 1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/11/2011, article 7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 07/11/2011, article 8.4.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Surveillance des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 07/11/2011, article 8.4.5	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 07/11/2011, article 8.5.1	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 07/11/2011, article 10.1.4	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 07/11/2011,	/	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		article 13.1		l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit préciser les actions correctives qu'il compte mettre en place pour lever les écarts constatés. Il est attendu dans le même délai une réponse circonstanciée aux remarques émises. Pour chaque engagement il est demandé de préciser l'échéance de réalisation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2011, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Production
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les activités exercées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 2510.1 Autorisation - Exploitation de carrière à ciel ouvert de calcaire : production 200 000 tonnes /an 2515.1 Broyage, concassage, criblage produits minéraux : Installation fixe : 330 kW / Mobile : 220 kW
<b>Constats :</b>  La production sur l'année 2023 est d'environ 135 000 tonnes. L'activité 2024 n'a pas été déclarée dans Gerep. Depuis 2021, le concasseur / criblage fixe n'est plus utilisé pour des raisons techniques (matériel trop vétuste). Le démontage de l'installation a eu lieu en 2024. L'activité de concassage se déroule au cours d'environ 3 campagnes annuelles.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La capacité de production maximum a été respectée au regard des déclarations. Dans un délai d'un mois à compter de la réception du rapport, l'exploitant doit transmettre les données d'exploitation 2024.

<p>Le compte Gerek et les déclarations relatives à l'année d'exploitation 2025 doivent être actualisées avant le 31 mars 2026.</p> <p>L'exploitant doit transmettre la fiche technique mentionnant la puissance relative au groupe mobile utilisé lors des campagnes de broyage concassage réalisées par un prestataire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi annuellement par l'exploitant.</p> <p>Ce plan est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre ou une personne compétente et équipée de matériels homologués mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.</p> <p>Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes sont transmis chaque année à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En 2024, il n'y a pas eu de mise à jour du plan d'exploitation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois à compter de la réception du rapport, l'exploitant doit transmettre à l'inspection un plan d'exploitation datant de moins de 1 an et comportant l'ensemble des informations mentionnées à l'article 7 de son arrêté d'autorisation.</p> <p>La légende devra être précise, cohérente et homogène avec le plan d'exploitation.</p> <p>Le plan d'exploitation devra être cohérent avec la réalité du terrain.</p> <p>Il doit être complété en reportant les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- indiquer les pistes principales,</li> <li>- indiquer les limites de l'emprise de la phase quinquennale en cours (zone exploitée et zone de remise en état),</li> <li>- indiquer la remise en état de chaque phase,</li> <li>- la position des appareils de mesures (bruits, poussières...). Ceux-ci doivent être identifiés en concordance avec les résultats tenus sur les rapports.</li> </ul>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 3 : Eaux de ruissellement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2011, article 8.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet d'eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le rejet d'eaux pluviales de ruissellement de surface affectées par les travaux d'exploitation et infrastructures dans le milieu nature s'effectue via un fossé périphérique et une conduite dans un bassin de décantation aménagé en bordure Ouest du site à proximité de l'entrée de la carrière. Ce bassin dimensionné pour un débit de pluie décennale est équipé en sortie par surverse dans le fossé longeant la RD 703 d'un déshuileur.</p> <p>Les eaux de ruissellement, éventuellement rejetées dans le milieu naturel, doivent respecter les valeurs suivantes : pH compris entre 5,5 et 8,5 ; température &lt; 30° C ; matières en suspension totales (MEST) &lt; à 35 mg/l ; demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) &lt; à 125 mg/l ; hydrocarbures &lt; à 5 mg/l.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site de la carrière rejette ses eaux pluviales chargées en fines dans le fossé de la RD 703, visiblement sans filtration efficace au préalable. Ce rejet entraîne une pollution des parcelles riveraines, un colmatage des fossés d'écoulement et possiblement un colmatage du tronçon du cours d'eau situé à l'aval.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant établi un plan d'action avec consigne notamment sur le contrôle du bassin de décantation, vérification et nettoyage du décanteur séparateur d'hydrocarbures avant rejet, nettoyage des grilles avaloires, des fossés, noue d'infiltration...</p> <p>Le bassin existant doit être entretenu par curage, hydrocurage des buses.</p> <p>En cas de non respect des VLE de rejets (cf constat n°4), une installation de filtration doit être mise en place.</p> <p>Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Surveillance des eaux de ruissellement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2011, article 8.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions – rejet eaux
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 06/07/2023</li> </ul>

- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Les eaux rejetées en surverse du bassin de décantation cité à l'article 8.4.3 doivent, en vue de s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages de traitement, faire l'objet de deux campagnes annuelles de prélèvement et d'analyses sur la qualité de rejet effectué dans le fossé, sur les paramètres fixés ci avant à l'article 8.4.3.

Les résultats sont conservés à disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de 5 ans.

**Constats :**

La dernière campagne d'analyse sur la qualité des rejets date de 2021.  
Ce point de contrôle fait suite à l'observation n°4 du rapport d'inspection datée du 16/02/2024.  
En raison de l'absence de transmission des éléments par l'exploitant, le constat n'a pas été soldé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La transmission de la première campagne annuelle de prélèvement et d'analyses sur la qualité des rejets effectués dans le fossé, sur les paramètres fixés ci avant à l'article 8.4.3, fait l'objet d'une proposition de mise en demeure de respecter les prescriptions dans un délai de deux mois.  
Ce contrôle doit être réalisé en amont et en aval du fossé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Retombées de poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/11/2011, article 8.5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des pollutions – poussières

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Les mesures de retombées de poussières, au moyen de ces capteurs, sont effectuées quatre fois par an avec une campagne par saison.

Les résultats de ces mesures sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les modalités de surveillance telles que le nombre et l'emplacement des plaquettes, etc. pourront être aménagées ou adaptées, au vu des résultats de mesures et du phasage.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre des mesures de retombées de poussières n'a pas été présenté au moment de l'inspection.</p> <p>Ce point de contrôle fait suite à l'observation n°5 du rapport d'inspection datée du 16/02/2024.</p> <p>En raison de l'absence de transmission des éléments par l'exploitant, le constat n'a pas été soldé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Il est réalisé et mis en œuvre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières (article 19).</p> <p>La transmission du plan de surveillance et des premières mesures de retombées de poussières font l'objet d'une proposition de mise en demeure sous un délai de deux mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 6 : Contrôle des niveaux sonores

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2011, article 10.1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruits</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dès la mise en activité de la carrière puis au moins tous les 3 ans, l'exploitant fait réaliser une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé au droit des zones à émergence réglementées.</p> <p>Les résultats et l'interprétation de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réception du rapport de mesures par l'exploitant.</p> <p>Les frais occasionnés par tous ces différents contrôles sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les dernières mesures de bruit ont plus de 3 ans.</p> <p>Ce point de contrôle fait suite à l'observation n°6 du rapport d'inspection datée du 16/02/2024.</p> <p>En raison de l'absence de transmission des éléments par l'exploitant, le constat n'a pas été soldé.</p>



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant fait réaliser une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement. La transmission du rapport Évaluation Environnementale Acoustique fait l'objet d'une proposition de mise en demeure sous un délai de deux mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2011, article 13.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Remise en état - notification
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511 du code de l'environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation conformément au schéma de remise en état et à l'échéancier annexés au présent arrêté. L'exploitant notifie la remise en état de chaque phase au préfet. Sauf dans le cas du renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé visé à l'article 2.3 - doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation. En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter définitivement les travaux et un an au moins avant, soit de la date d'expiration de l'autorisation, soit de la date de fin de remise en état définitive des lieux si elle lui est antérieure, l'exploitant notifie au Préfet l'arrêt définitif de son installation
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas notifié la remise en état de la dernière phase. Pour rappel : la fin de l'exploitation est pour une durée de 15 ans, soit jusqu'au 07/11/2026
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit notifier les zones de remise en état pour chaque phase quinquennal, le dossier comprendra a minima : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date d'arrêt de l'exploitation pour la fin du réaménagement,</li> <li>- les plans réels ou prévisionnels des Installations et des terrains remis en état,</li> <li>- un mémoire sur l'état du site explicitant notamment le respect de l'article 13.2,</li> <li>- dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

